

Rapport de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques à Montréal
La partie ne fait que commencer

Montréal, le 15 juin 2020 – Suite au dépôt du rapport de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques à Montréal, la Ligue des droits et libertés (LDL) appelle le Conseil de Ville de Montréal à faire de cet enjeu une réelle priorité en utilisant tous les leviers à sa disposition.

« Nous avons bien entendu ce matin la mairesse Valérie Plante reconnaître l'existence du racisme systémique. Cette reconnaissance constitue le premier *round* de la lutte contre le racisme et la discrimination systémiques. Plusieurs autres suivront. Et pour gagner la partie, l'administration Plante devra faire preuve d'une volonté politique sans faille », souligne Alexandra Pierre, présidente de la LDL.

Mme Pierre est particulièrement préoccupée par la résistance continue du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à reconnaître les pratiques de profilage racial en son sein. « Le Conseil de Ville a la responsabilité d'exiger que le SPVM reconnaisse enfin l'existence de ce phénomène et que le corps policier lutte efficacement contre celui-ci. Il y a plus que jamais obligation de résultats. C'est avec une attitude ferme envers le SPVM que nous mesurerons si la volonté politique du Conseil de Ville est à la hauteur des défis qui l'attendent », martèle Mme Pierre.

La présidente de la LDL souligne aussi que les manifestations de racisme et de discrimination systémiques ne sont pas que l'apanage des forces policières. Le profilage racial n'est que la pointe de l'iceberg. « Le racisme et la discrimination systémiques font en sorte que les droits économiques et sociaux d'un nombre important de Montréalais-e-s sont bafoués à tous les jours. Pensons aux difficultés d'accès à des logements salubres, aux déserts alimentaires et à l'offre insuffisante de transport en commun dans les quartiers où sont concentrés une forte proportion des communautés racisées, aux services publics mal adaptés à ces réalités, etc. Les enjeux sont grands et concernent tous les aspects de la vie de centaines de milliers de Montréalais-e-s », rappelle Mme Pierre.

En terminant, la LDL appelle le gouvernement du Québec à emboîter le pas à Montréal en reconnaissant sans attendre l'existence du racisme systémique. « Alors que les exemples continuent de s'accumuler et que des millions de gens voient leurs droits violés, le gouvernement Legault continue de jouer avec les mots. C'en est assez ! Les autorités politiques doivent prendre leurs responsabilités sans attendre », conclut Mme Pierre.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés
C : 514-715-7727